

**Comité Social d'Administration de Réseau
du 5 décembre 2025**

Présentation des évolutions d'emplois de la DGFIP pour 2026

Les fiches ci-dessous ont été rédigées sur la base du projet de loi de finances (PLF) 2026, tel que présenté en Conseil des ministres le 14 octobre 2025. Elles seront présentées sous réserve de l'avancement de l'examen du projet de loi de finances.

[FICHE 1](#)

**PRÉSENTATION ET ÉCONOMIE GÉNÉRALE DU VOLET EMPLOIS DU
PROJET DE LOI DE FINANCES 2026**

1 / Présentation du volet emplois du Projet de loi de finances (PLF) 2026

Le projet de loi de finances (PLF) 2026, tel que présenté en Conseil des ministres le 14 octobre 2025, prévoit une diminution de 550 emplois exprimés en équivalent temps plein (ETP) à périmètre constant. Parallèlement, comme en 2025, la DGFIP bénéficie en 2026 de transferts d'emplois au titre des centres de gestion financière et des transferts des taxes douanières : le solde des transferts entrants et sortants est positif avec 117 emplois en ETP supplémentaires. Enfin, des redéploiements sont effectués pour augmenter les effectifs alloués à la lutte contre la fraude d'une part, au système d'information d'autre part et doter les nouveaux centres de contact téléphoniques qui ouvriront en septembre 2026.

Comme cela avait été le cas en 2025, la contribution au schéma d'emploi reposera sur l'ensemble des services de la DGFIP : directions territoriales (DR/DDFIP (478 emplois en ETP), mais aussi services centraux (16 emplois en ETP) et services à compétence nationale et directions nationales et spécialisées (56 emplois en ETP).

2 / Économie générale du volet emplois du PLF 2026

2.1 - Les évolutions du projet de loi de finances (PLF)

Il s'agit du volume de variation des ETP décidé en lois de finances initiales (LFI) de 2014 à 2025. Pour 2026, il s'agit du PLF, tel que présenté en Conseil des ministres le 14 octobre 2025.

LFI 2014	LFI 2015	LFI 2016	LFI 2017	LFI 2018	LFI 2019	LFI 2020	LFI 2021	LFI 2022	LFI 2023	LFI 2024	LFI 2025	PLF 2026
-1 988	-2 000	-2 130	-1 630	-1 600	-2 130	-1 500	-1 800	-1 506	-850	-200	-550	-550

2.2 - Les transferts entre programmes

		ETP
TRANSFERTS ENTRANTS	Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire – Centres de gestion financière	40
	Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation et le ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche – Centres de gestion financière	81
	Ministère de la Justice – Centres de gestion financière	15
	Ministères sociaux - Centres de gestion financière	4
	Services du Premier ministre - Centres de gestion financière	1
	Ministère de l'Économie et des Finances - Transferts DGDDI - Mission de recouvrement	26
	TOTAL	167
TRANSFERTS SORTANTS	Ministère de l'Intérieur – Cité administrative DAMPIERRE DIJON	1
	Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation et le ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche – Rétrocession des gains de productivité suite à l'audit IGF sur les centres de gestion financière	34
	Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire – Rétrocession des gains de productivité suite à l'audit IGF sur les centres de gestion financière	15
	TOTAL	50
SOLDE TRANSFERTS		117

Pour le PLF 2026, les transferts entrants sont liés à la poursuite du transfert de missions au profit de la DGFIP au titre :

- de la mise en place des centres de gestion financière au sein des directions territoriales et du CBCM des ministères listés ci-dessus ;
- du transfert de certaines taxes douanières de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI).

Les transferts sortants correspondent :

- à la rétrocession des gains de productivité réalisés grâce à la mise en place des centres de gestion financière pour les ministères de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature, et le ministère de l'Agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire ;
- au transfert au ministère de l'Intérieur de l'ETP en charge du gardiennage de la cité administrative de Dijon dont la gestion sera reprise par le ministère de l'Intérieur.

In fine, compte tenu de ces transferts (+ 117) et des suppressions prévues au schéma d'emploi (- 550), le volume de variation des emplois est de - 433 ETP en 2026 pour la DGFiP.

LA SITUATION DES EMPLOIS AU 1^{er} JANVIER 2026

Conformément aux travaux engagés par la DGFIP afin de rénover les modalités de pilotage des emplois et des effectifs présentés lors du CSAR du 29 septembre 2025, reconvoqué le 9 octobre 2025, une nouvelle méthode d'allocation des emplois sera mise en œuvre au 1^{er} janvier 2026.

Chaque direction se verra ainsi dotée d'une enveloppe d'emplois, décomptée en ETP, qui permettra de :

- mieux prendre en compte la force de travail effectivement disponible en intégrant les temps partiels des agents ;
- simplifier le pilotage des emplois et des effectifs en les mesurant dans la même unité (les ETP).

Le présent document présente ainsi le détail des nouvelles enveloppes emplois des directions, en ETP. Ce nouveau référentiel emplois en ETP 2026 est le résultat :

- de la répartition, au regard des charges et enjeux, de la force de travail disponible à la DGFIP en 2026, exprimée en ETP, après la prise en compte du schéma d'emplois et des transferts ;
- d'opérations ciblées (relocalisations et renforts fléchés à titre principal).

S'agissant des opérations ciblées, la DGFIP poursuivra ainsi en 2026 le renforcement au profit des missions prioritaires, notamment la transformation numérique, la lutte contre la fraude et l'amélioration du recouvrement des amendes, en adaptant cet effort de redéploiement pour qu'il reste soutenable pour les autres missions.

140 emplois en ETP supplémentaires seront ainsi consacrés à la lutte contre la fraude : renforts dans les DRDFIP (40 ETP), en DIRCOFI (23 ETP), dans les directions nationales du contrôle fiscal (11 ETP), à la direction des grandes entreprises (2 ETP), dans les services centraux (12 ETP), à l'ONAF (1 ETP) et renforts pour améliorer le recouvrement des amendes (51 ETP).

Le renforcement du numérique à la DGFIP se poursuivra dans les services informatiques avec près de 70 emplois en ETP à la direction des projets numériques, dans les DISI, mais aussi dans quelques bureaux et directions de projets métiers.

D'autres renforts sont également accordés au profit de certaines missions, notamment le soutien aux services RH (centrale, SARH, CSRH) avec le renfort de 20 emplois en ETP mobilisés dans le cadre de la mise en place de la protection sociale complémentaire, et à la politique immobilière de l'Etat en renforçant certains PRIE (4 emplois en ETP) et SLD (8 emplois en ETP).

Par ailleurs, **la DGFIP renouvelle son ambition en matière de relocalisation de services avec 5 nouveaux centres de contact qui seront créés en 2026** (4 centres de contact des professionnels et 1 centre de contact amendes). 234 emplois en ETP seront redéployés afin de créer ces nouveaux services relocalisés, incluant 27 emplois en ETP destinés à renforcer des centres de contact existants.

I. TABLEAU DE REFERENCE DES EMPLOIS EN ETP DES DIRECTIONS TERRITORIALES AU 1^{ER} JANVIER 2026

Direction		Référentiel des emplois en ETP 2026								Dont Renforts, reprises fléchés et mesures de périmètres (solde) ¹
		AE	A+ DGFIP	A	Huissiers	B	B géo	C/AT	TOTAL	
01	AIN	2	49	114	2	259	10	154	590	-3
02	AISNE	2	54	95	2	246	4	147	550	0
03	ALLIER	2	36	66	2	159	4	101	370	-1
04	ALPES HTE PROVENCE	2	26	38	1	113	3	60	243	-1
05	HAUTES ALPES	2	23	35	1	91	3	54	209	-1
06	ALPES MARITIMES	8	115	327	10	565	10	336	1371	-7
07	ARDECHE	2	35	62	1	183	6	104	393	-4
08	ARDENNES	2	31	47	1	133	3	100	317	-2
09	ARIEGE	2	27	43	1	91	3	49	216	-1
10	AUBE	2	32	61	1	151	4	91	342	-1
11	AUDE	2	40	82	2	206	6	150	488	-2
12	AVEYRON	2	36	68	1	167	5	90	369	-2
13	BOUCHES DU RHONE	16	167	427	18	881	19	546	2074	-10
14	CALVADOS	5	64	143	3	365	7	198	785	10
15	CANTAL	2	26	39	1	99	3	51	221	-1
16	CHARENTE	2	38	72	1	196	5	147	461	-1
17	CHARENTE MARITIME	4	62	142	2	328	12	197	747	-3
18	CHER	2	34	62	1	166	5	105	375	-1
19	CORREZE	2	35	49	2	154	4	80	326	36
21	COTE D'OR	11	55	132	2	263	7	153	623	6
22	COTES D'ARMOR	3	63	117	2	316	11	186	698	-3
23	CREUSE	2	24	36	1	81	3	46	193	0
24	DORDOGNE	2	45	89	2	231	8	135	512	-1
25	DOUBS	4	56	122	3	269	6	158	618	-3
26	DROME	2	49	109	2	264	5	176	607	-2
27	EURE	2	50	100	1	236	7	144	540	-1
28	EURE ET LOIR	2	42	99	2	215	6	128	494	-1
29	FINISTERE	4	78	166	4	449	12	253	966	11
2A	CORSE DU SUD	3	27	55	1	99	4	61	250	-1
2B	HAUTE CORSE	2	28	51	1	97	5	65	249	-1
30	GARD	4	64	142	4	317	12	199	742	-2
31	HAUTE GARONNE	13	119	295	7	626	21	440	1521	13
32	GERS	2	27	41	1	102	4	64	241	-1
33	GIRONDE	14	134	350	10	733	20	434	1695	14
34	HERAULT	7	100	259	6	574	16	363	1325	-8

¹ Il s'agit du solde des opérations de reprises d'emplois fléchés, mesures de périmètre et renforts fléchés. Dans certaines directions, ce solde peut apparaître comme nul.

Direction		Référentiel des emplois en ETP 2026								Dont Renforts, reprises fléchés et mesures de périmètres (solde) ¹
		AE	A+ DGFIP	A	Huissiers	B	B géo	C/AT	TOTAL	
35	ILLE ET VILAINE	12	117	269	3	645	13	472	1531	10
36	INDRE	2	26	37	2	107	3	68	245	-1
37	INDRE ET LOIRE	3	53	110	4	333	7	214	724	-1
38	ISERE	7	101	260	7	529	16	307	1227	-7
39	JURA	2	31	60	2	148	4	78	325	-1
40	LANDES	2	53	114	1	241	7	132	550	-5
41	LOIR ET CHER	2	34	65	1	163	5	93	363	-1
42	LOIRE	4	67	148	5	364	9	216	813	3
43	HAUTE LOIRE	2	31	44	2	120	3	72	274	-3
44	LOIRE ATLANTIQUE	10	113	266	4	643	16	383	1435	-9
45	LOIRET	5	64	144	3	289	6	189	700	2
46	LOT	2	29	44	1	138	4	63	281	3
47	LOT ET GARONNE	2	32	64	2	165	5	98	368	-2
48	LOZERE	2	25	21	1	71	2	38	160	1
49	MAINE ET LOIRE	3	61	138	3	326	9	213	753	-4
50	MANCHE	2	48	96	2	217	7	133	505	0
51	MARNE	3	60	133	2	315	6	173	692	-3
52	HAUTE MARNE	2	23	40	1	107	3	57	233	-1
53	MAYENNE	2	32	61	1	155	4	98	353	0
54	MEURTHE MOSELLE	3	67	135	3	326	7	201	742	-2
55	MEUSE	2	24	42	2	112	4	66	252	-1
56	MORBIHAN	3	66	155	3	363	14	205	809	-4
57	MOSELLE	8	85	214	5	458	9	291	1070	-4
58	NIEVRE	2	27	43	1	125	4	98	300	-3
59	NORD	16	195	454	15	1004	21	626	2331	-10
60	OISE	3	69	142	3	305	9	186	717	-2
61	ORNE	2	32	57	2	159	4	84	340	-1
62	PAS DE CALAIS	6	114	232	6	582	17	391	1348	42
63	PUY DE DOME	5	59	128	3	376	8	240	819	2
64	PYR. ATLANTIQUES	3	75	175	3	362	10	216	844	-1
65	HAUTES PYRENEES	2	32	55	1	126	4	75	295	-2
66	PYR. ORIENTALES	2	50	109	3	262	8	147	581	-2
67	BAS RHIN	10	102	252	8	503	13	296	1184	-8
68	HAUT RHIN	4	63	138	5	328	10	200	748	-3
69	RHONE	14	149	408	9	842	12	505	1939	-8
70	HAUTE SAONE	2	31	50	1	122	5	98	309	0
71	SAONE ET LOIRE	2	56	118	2	299	7	180	664	-2
72	SARTHE	2	47	98	2	282	8	166	605	38
73	SAVOIE	3	57	120	2	256	8	153	599	-2

Direction		Référentiel des emplois en ETP 2026								Dont Renforts, reprises fléchés et mesures de périmètres (solde) ¹
		AE	A+ DGFIP	A	Huissiers	B	B géo	C/AT	TOTAL	
74	HAUTE SAVOIE	4	77	188	5	403	12	237	926	-6
75	PARIS	32	303	1075	24	1512	3	736	3685	-5
76	SEINE MARITIME	10	113	270	6	637	12	361	1409	12
77	SEINE ET MARNE	8	92	246	7	523	9	309	1194	-4
78	YVELINES	8	123	311	8	530	9	306	1295	-3
79	DEUX SEVRES	2	42	72	2	206	5	102	431	39
80	SOMME	3	60	119	2	298	6	197	685	0
81	TARN	2	37	75	2	176	6	106	404	-3
82	TARN ET GARONNE	2	27	50	1	114	5	58	257	-1
83	VAR	6	94	250	6	485	15	287	1143	-7
84	VAUCLUSE	2	56	131	2	301	7	153	652	-2
85	VENDEE	3	57	126	2	303	10	186	687	-4
86	Vienne	3	47	91	3	238	5	138	525	-4
87	HAUTE VIENNE	3	47	79	2	246	4	165	546	15
88	VOSGES	2	44	75	2	194	6	143	466	-1
89	YONNE	2	40	68	2	170	6	100	388	-1
90	TERR. DE BELFORT	1	21	31	1	91	2	44	191	-2
91	ESSONNE	6	97	213	9	438	7	276	1046	-2
92	HTS DE SEINE	11	153	427	12	653	4	383	1643	-3
93	SEINE SAINT DENIS	7	134	332	12	629	7	427	1548	-9
94	VAL DE MARNE	10	114	262	10	538	5	338	1277	-4
95	VAL D'OISE	6	90	223	6	405	5	257	992	-4
971	GUADELOUPE	3	48	101	3	233	10	151	549	-3
972	MARTINIQUE	3	45	93	3	220	7	145	516	-2
973	GUYANE	2	26	49	1	98	3	66	245	-1
974	REUNION	4	61	145	3	336	12	229	790	35
976	MAYOTTE	2	17	39	1	42	3	75	179	7
975	SAINT-PIERRE ET MIQUELON	1	1	4	0	9	0	3	18	0
986	WALLIS ET FUTUNA	1	1	4	0	6	0	6	18	0
987	POLYNESIE FRANCAISE	2	10	21	0	45	0	39	117	0
988	NOUVELLE CALEDONIE	2	10	24	0	52	0	44	132	0

II. TABLEAU DE REFERENCE DES EMPLOIS EN ETP DES DIRECTIONS NATIONALES ET SPÉCIALISÉES AU 1^{er} JANVIER 2026

Direction	Référentiel des emplois en ETP 2026							
	AE	A+ DGFIP	A	Huissiers	B	B géo	C	TOTAL
SDNC	2	26	71	0	112	116	114	441
DVNI	4	102	326	0	51	0	20	503
DNID	3	38	99	0	69	0	51	260
DNVSF	3	43	190	0	26	0	27	289
DNEF	3	57	317	0	51	0	34	462
DGE	5	37	212	0	51	0	52	357
ENFIP	11	88	378	0	86	3	59	625
DCST	1	6	15	0	22	0	26	70
SARH (hors DDG)	2	11	27	0	76	0	69	185
DINR	4	37	138	0	168	0	119	466
DISI Sud Est Outre-Mer	1	28	73	0	194	0	19	315
DISI Sud-Ouest	1	35	143	0	266	0	68	513
DISI Centre Ouest	1	40	162	0	288	2	54	547
DISI Nord	1	33	155	0	210	0	37	436
DISI Grand Est	1	31	121	0	178	0	75	406
DISI Rhône Alpes Auvergne Bourgogne	1	45	146	0	289	0	113	594
DISI Ile de France	3	48	167	0	313	0	126	657
DIRCOFI Ile de France	4	105	576	0	55	0	41	781
DIRCOFI Sud-Est Outre-Mer	2	44	227	0	17	0	13	303
DIRCOFI Occitanie	2	33	179	0	15	0	5	234
DIRCOFI Nouvelle-Aquitaine	2	35	169	0	24	0	7	237
DIRCOFI Centre Ouest	2	51	259	0	30	0	7	349
DIRCOFI Est	2	39	194	0	32	0	7	274
DIRCOFI Nord	2	45	251	0	28	0	16	342
DIRCOFI Centre Est	3	62	336	0	42	0	16	459
DS AP-HP	2	9	30	2	123	0	45	211
DSFIPE et réseau étranger	1	13	16	0	82	0	53	165

III. TABLEAU DE REFERENCE DES EMPLOIS EN ETP DE L'ADMINISTRATION CENTRALE (ET SERVICES ASSIMILES) ET DES SCN AU 1^{er} JANVIER 2026

Services	Référentiel des emplois en ETP 2026							
	AE et assimilés	A+ DGFIP et statut centrale	A	Huissiers	B	B géo	C	TOTAL
Services centraux et assimilés (dont SCBCM, Délégations)	224	795	1608		590		77	3294
SCN (SRE, DPN, ONAF)	30	342	1192		326		57	1947

Les données pour les services centraux et assimilés sont indiquées à titre provisoire et sont susceptibles d'évoluer.

FICHE 3

LES OPÉRATIONS DE RELOCALISATIONS

Comme annoncé au CSAR du 7 juillet 2025, les opérations de relocalisations opérées en 2026 porteront principalement sur la création de 5 nouveaux services :

- Centre de contact amendes de Longuenesse ;
- Centre de contact des professionnels de Le Mans ;
- Centre de contact des professionnels de Brive-la-Gaillarde ;
- Centre de contact des professionnels de Parthenay ;
- Centre de contact des professionnels de Saint-Benoit.

Par ailleurs, les centres de contact de Cahors, Carpentras, Lisieux et Morlaix seront renforcés.

Les référentiels emplois en ETP indiqués en fiche 2 intègrent ces opérations de relocalisation.

Département		Service	Commune	Nombre d'emplois (ETP) 2026
62	Pas-de-Calais (62)	Centre de contact amendes	Longuenesse	50
72	Sarthe (72)	Centre de contact des professionnels	Le Mans	40
19	Corrèze (19)	Centre de contact des professionnels	Brive-la-Gaillarde	37
79	Deux-Sèvres	Centre de contact des professionnels	Parthenay	40
974	La Réunion (974)	Centre de contact des professionnels	Saint-Benoît	40
Autres renforts		Centres de contact des professionnels	Cahors/Carpentras/Lisieux/Morlaix	27
TOTAL				234

VOLUME DE RECRUTEMENTS POUR 2026

Compte tenu du volume de départs, l'année 2026 demeurera encore une année de recrutement importante à la DGFIP.

Le volume des recrutements pour 2026 dépend des facteurs suivants :

- les suppressions d'emplois du PLF : - 550 emplois en ETP en 2026 ;
- les transferts de missions pour un volume de 167 emplois en ETP entrants et 50 emplois en ETP sortants ;
- le volume prévisionnel des sorties : près de 5 750 ETP, pour l'essentiel des retraites (3 000 ETP, estimés au printemps 2025), le solde étant constitué des sorties temporaires et des radiations, des décès et des démissions.

Une fois prises en compte les entrées temporaires (détachements) pour environ 1 500 ETP, le besoin de recrutements externes s'élève à 3 700 ETP (incluant les transferts), soit un volume similaire à l'année dernière.

Les axes stratégiques présidant à la détermination des besoins sont les suivants :

- donner la priorité aux recrutements par concours, dans la limite des capacités d'accueil de l'ENFIP ;
- favoriser l'accueil de fonctionnaires en détachement, qui postulent sur des fiches de poste publiées ;
- faire appel aux contractuels pour parvenir à l'objectif global de recrutements.

En conséquence, pour permettre l'atteinte de l'objectif de schéma d'emplois tout en assurant la continuité des missions transférées sans agents, le volume de contractuels recrutés sera d'environ 1400 ETP.